

# Droits d'auteurs : la Commission européenne victime de l'illusion technologique

De communications en directives, l'incurie de la Commission européenne dans le domaine de la technologie et des contenus en ligne apparaît de plus en plus clairement.

Faisant fi des avis des experts, voire des rapports qu'elle a elle-même commandés, la Commission s'entête à proposer des solutions imparfaites et simplistes à des problèmes complexes. Une de ses dernières initiatives le prouve une fois de plus et ne fait que rajouter à l'inquiétude de tous les défenseurs des libertés numériques et de la vie privée.

## Filtres de publication, droit d'auteur et poudre de perlimpinpin

Par **Glyn Moody**, source : [Copybuzz](#)

*Traduction à 20 mains par simon, satanas\_g, QuoiQue, mo, FranBAG, Edgar Lori, goofy, Mika et dodosan*



Image par [Stromcarlson](#).

Le 28 septembre, la Commission européenne a dévoilé une

initiative de grande ampleur pour s'attaquer au « [contenu illicite en ligne](#) ». Comme c'est souvent le cas lorsque des politiciens veulent avoir l'air de « faire quelque chose » au sujet du terrorisme, il y a beaucoup de mauvaises idées.

Le cœur de cette initiative est un plan pour encourager les plateformes en ligne à renforcer « la prévention, la détection et la suppression proactives des contenus illicites en ligne incitant à la haine, à la violence et au terrorisme ». De manière insistante, ces idées sont présentées comme des « orientations et des principes ». C'est parce que tout repose sur le libre consentement. Sauf que la Commission a clairement dit que si ce système volontaire n'est pas adopté par des entreprises comme Facebook ou Google, elle promulguera de nouvelles lois pour leur forcer la main. La Commission est pressée de voir les résultats de ces efforts volontaires, et des projets de loi pourraient être mis sur la table dès mai 2018.

Une de ces mauvaises idées imposerait aux plateformes en ligne de travailler conjointement avec des *signaleurs de confiance* – « des entités spécialisées disposant d'une expertise en matière de contenu illicite ». Ils peuvent bien être experts, mais ils ne sont pas juges, ce qui implique que la Commission voudrait que Facebook et Google mettent des contenus hors ligne sans avoir besoin de se soucier de ce qu'un juge considérerait réellement comme illégal.

Mais la pire idée, et elle apparaît plusieurs fois dans les derniers plans de la Commission, est l'utilisation omniprésente et systématique de filtres de publication. Dans un [document de 20 pages détaillant la proposition](#) intitulée « Communication sur la suppression des contenus illicites en ligne – Vers une responsabilité renforcée des plateformes en ligne » l'accent est mis sur « l'utilisation des technologies pour détecter les contenus illicites ». En particulier, l'utilisation et le développement futur de la détection automatique et des technologies de filtrage sont encouragés.

Une des principales raisons pour lesquelles la Commission européenne place tant d'espoirs dans l'automatisation pour résoudre les problèmes de contenus illégaux est qu'elle croit apparemment que « dans le domaine du droit d'auteur, la reconnaissance automatique des contenus s'est avérée être un outil efficace depuis de nombreuses années ». Sauf que cela n'est pas vrai. L'eurodéputée Julia Reda (Parti pirate) a écrit un article de blog instructif qui détaille neuf [façons bien distinctes dont les filtres de publication échouent](#). Ce faisant, ils causent de nombreux dégâts collatéraux, particulièrement en matière de droits fondamentaux.

Une réponse à cette démonstration fracassante de l'échec des filtres de publication est de concéder qu'ils sont imparfaits, mais dire ceci montre simplement que davantage de recherches sont nécessaires pour les améliorer. C'est l'argument classique du [cherchez plus fort](#) qui est souvent utilisé pour défendre la création de portes dérobées dans les logiciels de chiffrement. Bien que les experts en sécurité expliquent unanimement et de façon répétée qu'il n'est pas possible de créer une vulnérabilité qui soit utilisable seulement par les autorités et qui ne soit pas vulnérable aux attaques de criminels ou d'acteurs étatiques malveillants, les gouvernements persistent à croire qu'ils savent mieux que les experts, et que les entreprises devraient juste le faire. Et des vulnérabilités sont donc implémentées. Même si les gens qui comprennent le fonctionnement des filtres de publication expliquent patiemment [qu'il est impossible de traduire l'extrême complexité du droit d'auteur](#) dans les règles de filtrage pouvant être appliquées automatiquement et correctement, les autorités continuent de prôner ce supposé remède miracle.

Appelons cela le mirage de la « poudre de perlimpinpin numérique » – la croyance que l'on peut traiter tous les problèmes du monde réel avec de la technologie, et qu'ils seront résolus, juste comme ça. La Commission européenne est

une grande adepte de cette poudre de perlimpinpin, comme le montre clairement sa demande de mettre en place des filtres de publication dans la directive sur le droit d'auteur et le nouveau cadre destiné à s'attaquer au contenu illégal. L'annonce de la semaine dernière est un signe inquiétant qu'elle est loin de comprendre que les filtres de publication ne sont pas une solution pratique pour la question du droit d'auteur en ligne, et qu'elle s'entête au contraire dans cette direction et l'étend désormais à d'autres domaines.

La Commission européenne est bien au courant que l'[Article 15 de la directive sur le commerce électronique](#) interdit explicitement aux États membres d'imposer « une obligation générale de surveiller les informations qu'ils transmettent ou stockent, ou une obligation générale de rechercher activement des faits ou des circonstances révélant des activités illicites » En mettant en avant la « responsabilité avancée des plateformes en ligne », comme le fait la première page de la communication du 29 septembre, la Commission semble souligner que sa nouvelle approche impose dans les faits une « obligation générale » à ces entreprises de filtrer tous les contenus mis en ligne qui correspondraient à une vaste gamme de « contenu illégal ». On imagine aisément la Cour de justice de l'Union européenne invalider toute tentative d'inscrire cette « responsabilité avancée » dans la loi.

Au-delà du fait qu'ils ne fonctionneront pas et qu'ils sont illégaux du fait de la directive sur le commerce électronique, il y a une autre raison pour laquelle [les filtres de publication de l'article 13 devraient être abandonnés](#) : il n'existe aucune preuve de leur nécessité. Tout comme la Commission européenne a joyeusement propagé l'idée fautive selon laquelle le filtrage automatique fonctionne, elle a aussi docilement accepté la rumeur selon laquelle les copies non autorisées d'œuvres soumises au droit d'auteur seraient un désastre pour l'industrie du droit d'auteur et les artistes.

Comme nous l'avons récemment appris par la publication tardive

d'un rapport capital qui a coûté à la Commission européenne la somme princière de 369 871€, les faits [montrent le contraire](#). Il est évident que la Commission a essayé d'enterrer sa propre analyse, payée par les citoyens européens, probablement parce que les résultats ne convenaient pas à son projet d'introduire des peines toujours plus fortes aux infractions au droit d'auteur. Comme l'admet le rapport, globalement, « les résultats ne montrent pas de preuves statistiques solides d'une modification des ventes due au non-respect du droit d'auteur en ligne ».

Deux domaines spécifiques ont été touchés par le partage non autorisé : les nouveaux films ont été affectés défavorablement, tandis que pour les jeux, la consommation illégale a mené à plus de ventes légales. C'est un signe de l'approche biaisée de la Commission européenne sur ce sujet : ses économistes ont publié une synthèse à propos des effets négatifs du téléchargement sur les films, mais ont omis de mentionner l'effet positif qu'il avait sur les jeux.

Cette mauvaise foi rend encore plus irritant l'acharnement de la Commission à vouloir trouver une solution technologique illusoire à un problème inexistant. Si elle avait le courage d'admettre la vérité sur la nature non problématique du partage non autorisé d'œuvres soumises au droit d'auteur, elle n'aurait pas à promouvoir des propositions stériles comme les filtres de publication dont on sait qu'ils nuiront immensément au monde en ligne ainsi qu'au Marché unique numérique de l'UE.

---

# Addictions en série

## Gouvernements européens, il est temps de chasser le colon Microsoft

Une enquête réalisée par un consortium de neuf journalistes européens met à jour les risques qui dérivent de la dépendance des gouvernements à Microsoft – aucun n'est indemne...

Même si çà et là des efforts sont notés pour migrer vers des solutions *open source* voire libres, l'adversaire est impitoyable et utilise un arsenal bien rodé.

Combien faudra-t-il encore de telles enquêtes pour provoquer une prise de conscience et pour que les décisions nécessaires soient prises et mises en œuvre ?



Traducteurs : PasDePanique, Paul, dominix, Asta, Luc, M0, lyn., Jérochat, simon, LP, Opsylac, Paul, Hello, Mika + 5 anonymes

# ***L'addiction de l'Europe à Microsoft, un énorme risque pour la sécurité***

Nous vous proposons ici une traduction de l'article paru dans *Der Tagesspiegel*, qui correspond à une partie de l'enquête menée par neuf journalistes européens dans leurs pays respectifs sur les relations entre Microsoft et les institutions publiques, chacun traitant de la situation particulière dans son pays (voir les différents articles déjà publiés [ici](#)). L'hebdomadaire *Marianne* a publié l'article de de Leila Minano dans son édition du 19 mai sur la situation française, intitulé [Microsoft : menace sur la sécurité de l'État](#).

Le 13 mai 2017

par Crina Boros, Wojciech Ciesla, Elisa Simantke, Ingeborg Eliassen, Leila Minano, Nikolas Leontopoulos, Maria Maggiore, Paulo Pena et Harald Schumann



Le Parlement européen de Strasbourg – Photo par [Frédéric Chateaux](#) (CC BY-SA 2.0)

Le 12 mai 2017, des hackers ont frappé plus d'une centaine de pays à l'aide d'un outil volé à la NSA, en ciblant des vulnérabilités des logiciels Microsoft. Les attaques ont infecté uniquement des appareils fonctionnant avec le système d'exploitation Windows. Parmi les victimes, on compte plusieurs organismes publics, par exemple les hôpitaux du NHS (National Health Service, Service national de santé) au Royaume-Uni. Investigate Europe a passé des mois à enquêter sur l'extrême dépendance des pays européens envers Microsoft et les risques que cela implique pour la sécurité. Lisez notre enquête complète.

*Nota bene : cet article est une traduction de la version anglaise d'un [billet d'Investigate Europe](#) publiée le 13 mai 2017. Pour savoir dans quelles publications de presse, pays et langues le billet est disponible, veuillez consulter [cette page](#).*



En général, lorsque le conseil municipal de Munich se réunit, ça n'intéresse pas grand-monde en dehors du périmètre de la ville. Mais en ce jour de février, tout est différent. Dans le grand hall du magnifique hôtel de ville néogothique, tous les sièges réservés à la presse et aux spectateurs sont occupés. Ceux qui n'ont pas trouvé de place se tiennent debout dans les allées. Des membres du conseil rapportent qu'ils ont reçu des courriels et des demandes de médias en provenance de toute l'Allemagne et de toute l'Europe.

Et pourtant l'événement semble purement technique. Pendant dix ans, des experts ont travaillé à migrer le système informatique de la ville vers des logiciels libres et ouverts. Les coûteux logiciels de l'entreprise américaine Microsoft ne sont désormais plus utilisés qu'exceptionnellement. Cela n'a pas seulement permis à la ville d'économiser plusieurs millions d'euros de frais de licences, mais a aussi rendu le système plus sûr – « un franc succès », ainsi que l'annonçaient en 2014 les responsables politiques de la ville. Mais, aujourd'hui, le maire, Dieter Reiter, et sa grande coalition rassemblant le Parti Social-Démocrate (SPD), de centre-gauche, et l'Union Chrétienne Sociale (CSU), de centre-droit, souhaitent ramener chez Microsoft les 24 000 ordinateurs de la ville.

Les débats sont animés. M Reiter et ses sympathisants ne réussissent pas à donner d'arguments convaincants – ni à dire combien pourrait coûter la transition. La décision est donc reportée. Le chef du groupe parlementaire des Verts, Florian Roth, est agacé : « Cela ne semble être rien de plus qu'un jeu de pouvoir politique, dit-il, mais un jeu à haut risque ». Il ajoute en guise d'avertissement : « Voulons-nous vraiment rendre notre administration éternellement dépendante du monopole de l'américain Microsoft ? »

# Dans toute l'Europe, les systèmes informatiques des administrations publiques reposent sur les programmes de Microsoft

Le problème n'est absolument pas exagéré et ne se limite pas à Munich. Dans l'Europe entière, de la Finlande au Portugal, de l'Irlande à la Grèce, les technologies informatiques dans les administrations publiques reposent sur les programmes de l'éditeur de logiciels états-unien. Et puisque les systèmes numériques continuent à grandir et à prendre de plus en plus d'importance, les États deviennent de plus en plus dépendants de cette unique entreprise. La Commission européenne a même admis qu'elle était « concrètement captive de Microsoft ».

Quelles sont les conséquences de ce *lock-in*, comme on l'appelle dans le jargon technique, qui nous attache à un seul fournisseur ? Et comment les gouvernements peuvent-ils gérer cela ? L'équipe de journalistes d'Investigate Europe s'est lancée pendant trois mois dans une mission d'exploration pour établir des faits et interviewer des économistes, des responsables informatiques, des experts en sécurité et des politiciens dans douze pays européens, ainsi qu'à la Commission et au Parlement européens. Les résultats sont inquiétants.

La dépendance des États envers Microsoft :

- engendre des coûts en hausse constante et bloque le progrès technique au sein des autorités publiques ;
- contourne systématiquement les lois européennes en matière de passation des marchés et de règles de concurrence ;
- introduit une influence politique étouffante de la part de cette entreprise ;
- crée pour les systèmes informatiques étatiques, ainsi que pour les données de leurs citoyens, un grand

risque technique et de sécurité politique.

Microsoft n'a souhaité répondre à aucune des questions d'Investigate Europe sur ces sujets. Et les personnels qui travaillent au sein des services informatiques des administrations savent pourquoi.

« De nombreuses administrations publiques sont tellement dépendantes de cet unique fournisseur qu'elles n'ont plus aucune liberté quand il s'agit de choisir un logiciel. Cela signifie que les États européens risquent de perdre le contrôle sur leurs propres infrastructures informatiques », avertit l'ingénieur informaticien et avocat Martin Schallbruch. Jusqu'à 2016, il était directeur du département des nouvelles technologies et de la cybersécurité au ministère de l'Intérieur fédéral allemand. Schallbruch n'est que trop familier de cette situation précaire. Si on voulait écarter ce danger et « basculer vers une architecture numérique indépendante, cela demanderait d'énormes investissements », déclare ce responsable informatique expérimenté, qui mène désormais des recherches au sein de l'école de commerce de Berlin ESMT.

Le problème n'est pas seulement grave, il est aussi complexe. Au cœur des enjeux se trouve le modèle économique de Microsoft. Le géant des logiciels, basé à Redmond dans l'État de Washington aux États-Unis, vend ses logiciels, en particulier le système d'exploitation Windows et les programmes de bureautique tels que Word, Excel, Powerpoint et Outlook, en tant que produits sous licence. Dans le métier, on qualifie ce type de logiciel de « propriétaire », ce qui signifie qu'il interdit à tout concurrent d'utiliser ses propres logiciels pour interpréter correctement les données encodées par les programmes de Microsoft. Concrètement, ce seront, par exemple, des titres, des tableaux ou des dates dont les données de mise en forme ou en page seront modifiées ou perdues.

C'est là la clé du monopole global de Microsoft – un business de rêve aussi ! Année après année, ce sont ainsi quelques 50 milliards de dollars que la multinationale empoche sous la forme de redevances de licences qui ne couvrent rien d'autre que la distribution de copies de ses programmes. Et parce que vos collègues, vos relations commerciales ou personnelles utilisent des fichiers Microsoft, cela paraît logique de faire de même, même si cela engage des frais, encore et toujours. La plupart des utilisateurs d'ordinateurs Apple, eux aussi, continuent d'acheter la suite Microsoft Office.

## **Les autorités administratives à la merci de Microsoft**

Les administrateurs des services informatiques de l'État sont parfaitement avertis de cet état de fait. Cette monoculture présente de sérieux désavantages. Dans d'autres secteurs, le développement logiciel adhère depuis longtemps à un principe complètement différent. Google ou Siemens, par exemple, travaillent en priorité avec des programmes dits *open source*, en d'autres termes des programmes dont le code est partagé librement. Dans ce cadre, n'importe quel programmeur ou entreprise peut utiliser le code, à la condition que le dernier arrivé mette chaque amélioration qu'il apporte au code à la disposition de tous. Cela signifie que les entreprises ne peuvent pas gagner d'argent en vendant ce genre de logiciel. Mais, dans le même temps, elles bénéficient du travail des programmeurs du monde entier sans avoir à les rémunérer.

Quels que soient les produits, de la centrale électrique à l'appareil de radiographie, Siemens a besoin d'un ensemble étendu de logiciels. « Or, 90 % d'entre eux réalisent des tâches de pure routine », explique Karsten Gerloff, informaticien du service concerné au sein de l'entreprise. « Pour cela, nous utilisons bien sûr des solutions *open source* ». L'entreprise utilise du « code propriétaire » uniquement pour des fonctionnalités précises, propres aux machines de

Siemens. Si tous les logiciels devaient être mis au point par des équipes de l'entreprise, « ce sont 1 000 programmeurs de plus que nous devrions employer et nous ne serions plus compétitifs », indique M. Gerloff.

Le recours à la créativité d'une masse de cerveaux de par le monde engendre une dynamique bien plus forte que celui qui serait restreint aux seuls cerveaux d'une entreprise. C'est pourquoi « *l'open source* est maintenant la norme dans le domaine scientifique et économique » pour Matthias Kirschner, président de la *Free Software Foundation Europe* (FSFE), qui plaide pour une plus grande autonomie dans l'usage des technologies de l'information. Cela s'applique autant aux smartphones qu'aux superordinateurs, systèmes de commande des machines ou serveurs web. L'ancien modèle du monopole ne concerne plus que les logiciels d'ordinateurs de bureau et les suites bureautiques.

Il n'en reste pas moins que les administrations publiques s'appuient toujours sur ce vieux monopole, et pas uniquement pour la bureautique. Il existe des milliers d'applications dont seules les autorités ont l'usage. Qu'il s'agisse d'augmenter les impôts, de payer les retraites ou de calculer le coût de la collecte des déchets, que ce soit dans la police, à la sécurité sociale ou dans les services de l'urbanisme, pour quasiment chaque service que rend l'État, il existe un logiciel opérationnel spécifiquement conçu pour cette tâche. Or, parce que le système d'exploitation Windows est utilisé partout, la plupart de ces « applications spécifiques » reposent sur ce système, mettant les autorités à la merci de son éditeur.

On a vu jusqu'où cela pouvait aller quand, à la fin de l'année 2014, Microsoft a cessé de fournir des mises à jour de sécurité pour Windows XP. Du jour au lendemain, des services publics partout en Europe se sont vus contraints de souscrire des contrats de service onéreux avec Microsoft afin de s'assurer que l'entreprise continuerait de colmater les

failles de sécurité de son vieux système d'exploitation. Le gouvernement britannique a ainsi déboursé 6,5 millions de livres afin de disposer d'une année supplémentaire pour migrer ses ordinateurs vers Windows 7. Les Pays-Bas, ainsi que les länder allemands de Basse-Saxe et de Berlin, ont, eux aussi, payé plusieurs millions d'euros pour disposer d'un délai. « Il s'est passé la même chose dans toute l'Europe », confirme un expert de la Commission européenne. Et cela risque de se reproduire, vu que dans trois ans, c'en sera terminé des mises à jour de Windows 7.

## **La Commission européenne n'écoute pas ses propres experts**

Dans le même temps, les États prennent du retard à cause du verrouillage de Microsoft. « Il n'existe pas de preuves formelles de ceci actuellement, mais il est logique de supposer que la dépendance envers un fournisseur unique ralentit le progrès technique dans le secteur public », prévient Dietmar Harhoff, directeur de l'institut Max-Planck pour l'innovation et la concurrence à Munich. Par exemple, si les municipalités pouvaient développer leurs centaines d'applications dédiées sur la base de programmes *open source*, chaque innovation pourrait être immédiatement utilisée par les services d'autres villes sans coût supplémentaire. « Ce potentiel est énorme pour le secteur public », selon D. Harhoff.

Dès 2012, la Commission européenne avait, par conséquent, lancé un programme au nom évocateur : « Contre le verrouillage ». L'idée était que les futurs appels d'offres publics portant sur l'achat de technologies informatiques et de logiciels ne comporteraient plus la mention explicite de noms d'entreprises et de technologies « propriétaires » de ces dernières. À la place, les administrations publiques devaient s'astreindre à demander le recours à des « normes ouvertes » accessibles à l'ensemble des fabricants et éditeurs logiciels. Ce faisant,

le monopole de Microsoft disparaîtrait au fil du temps dans la mesure où les problèmes de compatibilité ne se poseraient plus : les fichiers pourraient être lus par des logiciels concurrents, et cela sans perte de données. Si tous les services administratifs publics utilisaient les mêmes formats ouverts, on économiserait le prix des licences. « Les normes ouvertes créent de la concurrence, mènent à l'innovation et font économiser de l'argent », expliquait la commissaire à la Concurrence d'alors, Nellie Kroes. Selon ses experts, « le manque de concurrence » dans le secteur informatique et télécoms « coûte à lui seul 1,1 milliards d'euros par an au secteur public ».

Mais l'inertie des bureaucrates de l'État a eu raison des bonnes intentions, et l'initiative n'a abouti à rien. Pourtant, la législation européenne définit désormais des règles précises. Les administrations publiques nationales sont tenues de passer par des appels d'offres européens pour toute commande dont le montant excède 135 000 euros. Pour les autres organismes publics, cette règle s'applique pour des montants supérieurs à 209 000 euros. Quand ils achètent des logiciels standards pour leurs administrations, les gouvernements des États membres, comme un seul homme, passent outre la loi en vigueur et privilégient le fournisseur habituel Microsoft.

## **La mise en concurrence remplacée par de curieuses procédures**

Une curieuse façon de procéder. Sans passer d'appel d'offres publics, les administrations négocient des réductions avec l'entreprise états-unienne et concluent des contrats-cadres sur cette base. Tous les groupements publics peuvent ensuite en profiter. Dans les offres ultérieures, ils cherchent uniquement des revendeurs qui leur vendront des licences Microsoft selon ces conditions. Il n'y a *de facto* aucune concurrence pour ces contrats publics.

En Allemagne aussi. En 2015, le ministère de l'Intérieur a convenu de nouvelles « conditions contractuelles » avec la filiale irlandaise de Microsoft, d'où la firme conduit ses affaires européennes pour optimiser ses impôts. Les rabais identifiés dans le nouvel accord peuvent être utilisés par tous les pouvoirs publics, du ministère fédéral jusqu'à la petite municipalité. La ville de Dortmund a ainsi passé un appel d'offres, par exemple pour trouver un « distributeur pour le contrat BMI de licences Microsoft en volume ».

« C'est comme si l'État publiait une offre pour acheter des voitures, mais uniquement de revendeurs Volkswagen », se moque l'avocat néerlandais Matthieu Paapst, dont le doctorat à l'Université de Groningen a porté sur l'achat de logiciels dans le secteur public. Sa conclusion : « Se fournir en produits Microsoft, pour une administration publique, sans passer d'appel d'offres ouverts, viole la législation européenne en vigueur ». En vérité, selon l'avocat, la Commission européenne devrait engager des poursuites contre ce phénomène. L'unique raison pour laquelle elle s'en garde bien, c'est qu'elle n'applique pas elle-même les recommandations.

En effet, la Commission européenne a un contrat exclusif avec Microsoft, valable pour toutes les institutions de l'UE – elle ignore de ce fait les recommandations de ses propres experts. C'est aussi « parfaitement légal » se défend Gertrud Ingestad, qui est responsable de la Direction générale pour l'Informatique (DG Digit), dans une interview à Investigate Europe. Il n'y aurait « pas d'autres possibilités » de garantir la continuité du travail de l'Union européenne. Et, dans ce cas, la législation permet explicitement le recours à une « procédure de négociation » non publique. Mais ce n'est pas exact : cette exception est explicitement valable « seulement quand il n'existe pas d'alternative raisonnable ou de solution de remplacement », selon l'article 32 du livret de recommandations de l'UE. Et c'est justement ce que la Directrice générale G. Ingestad et ses collègues ne peuvent



pas prouver. Il existe des alternatives viables.

Le général italien Camillo Sileo, par exemple, a beaucoup à dire sur ce sujet. Ce militaire, qui travaille au ministère de la Défense, à Rome, reçoit dans une petite bibliothèque. Là, un sourire aux lèvres, d'une voix douce, il parle de son projet comme d'une affaire mineure. Pourtant, il est à la tête d'une opération peu commune, voire révolutionnaire, l'opération « Libre Défense ». Son objectif est de migrer les quelques 100 000 ordinateurs de l'armée italienne vers des logiciels *open source*. « Nous avons constaté que les deux types de logiciels sont capables de satisfaire de la même façon nos besoins », explique le général. « Voyez par vous-même », dit-il en montrant à l'écran la première page d'une étude récente du ministère. « Ici, vous avez un fichier Microsoft Word », dit-il avant de cliquer, « Et, ici, la version *open source* LibreOffice. Le logo, le titre, la structure, tout est là. Aucune différence, » dit-il, radieux. « La migration permettra une économie de 28 millions d'euros d'ici 2020 », a prévu le général. Par temps de crise en Italie, l'armée, elle aussi, doit faire des économies.

Le fait est que si la migration s'est déroulée sans accroc jusqu'ici, c'est grâce à une solide planification, selon le général. Le logiciel libre de remplacement peut satisfaire tous les besoins, mais il se manipule différemment et les utilisateurs doivent donc être formés. Pour cela, des volontaires de l'association « LibreItalia » ont formé des personnels de tous les services de l'armée devenus à leur tour formateurs et conseillers pour former leurs collègues. Ainsi, il y aura bientôt assez d'experts dans tous les services de l'armée. « Bien communiquer est un préalable à la réussite du projet », précise le général Sileo. « Si les gens comprennent l'objectif du changement, ils sont capables de surmonter toutes leurs résistances mentales ». Il n'a pas encore été décidé si l'armée migrera aussi son système d'exploitation un jour, pour être totalement indépendante de Microsoft, mais la

question sera examinée de très près », accorde le général Sileo.

La gendarmerie nationale française, l'une des deux forces de police nationales, a déjà mené à bien une opération de migration démarrée dès 2005. Aujourd'hui, 72 000 ordinateurs de la gendarmerie nationale sont équipés d'une version particularisée du système d'exploitation Linux, avec LibreOffice comme application principale. La gendarmerie affirme que l'économie réalisée depuis le début du projet s'élevait en 2014 à quelques 20 millions d'euros. Précisons que jusqu'à cette année-là, la migration s'était déroulée pratiquement dans le secret. « La migration vers Linux pourrait être vue par Microsoft comme une menace de son monopole », peut-on lire dans une note interne obtenue par Investigate Europe. Cela aurait pu « déclencher des actions visant à discréditer cette politique de la gendarmerie ». C'est pour cette raison que la migration s'est effectuée « sans publicité » jusqu'au moment où le processus est devenu irréversible.

## **Les institutions mettent la pression sur ceux qui se désengagent**

Ces précautions étaient fondées. Encore aujourd'hui, 12 ans après le lancement du projet, la direction de la gendarmerie est sous « pression permanente » pour faire marche arrière, rapporte un membre de l'équipe du département Informatique et Télécom du ministère de l'Intérieur à Paris, qui ne souhaite pas être nommé de peur de représailles. « Chaque jour de fonctionnement du système est une gifle pour notre administration qui maintient que seul Microsoft fonctionne correctement » dit-il.

Le bras de fer entre le ministère de tutelle et les partisans de Linux au sein de la gendarmerie est confirmé par une lettre du ministre, d'avril 2016, qu'Investigate Europe a eue entre

les mains. Dans cette lettre, le ministre demande aux fonctionnaires responsables de la gendarmerie un retour définitif et intégral à Windows – prescription dont la direction de la police n'a pas tenu compte jusqu'à présent. Interrogé sur la question, un porte-parole faisait savoir « avec regret » qu'il était dans « l'incapacité de fournir une explication ». En parallèle, cependant, il écrivait de façon clairement subversive que la migration vers le logiciel libre « se passait en douceur et pour longtemps ». « Nous avons choisi Linux parce que le rapport coût/bénéfice est meilleur et, au final, nous gagnons en indépendance ».

Ce conflit est caractéristique de ce que vivent partout les pionniers d'une émancipation vis-à-vis du monopole. Partout en Europe, il y a eu et il y a des centaines d'administrations et de municipalités qui ont migré ou tentent de migrer vers des logiciels *open source* : que ce soit l'administration des retraites de l'État en Suède, les écoles de Jaworzno en Pologne, les services municipaux de la ville de Rome, l'arrondissement de Camden à Londres, la grande ville de Nantes en France, le gouvernement de la communauté autonome d'Estrémadure en Espagne ou encore la ville de Vieira do Minho au Portugal. Ces projets sont à ce jour autant d'îlots perdus dans l'océan Microsoft. Pour cette raison, nombreux sont ceux qui subissent régulièrement des pressions pour rentrer dans le rang, parce que les produits et les lobbyistes de Microsoft sont omniprésents et peuvent créer de nouveaux ennuis.

## **Des lobbyistes à l'œuvre au sein des ministères**

Dans le différend concernant l'administration municipale de Munich, ce qui se passe en coulisses est aussi un élément à prendre en considération. Dans cette ville, le maire centre-gauche SPD a besoin des voix du centre-droit CSU. Or, ce dernier est étroitement lié à l'entreprise étasunienne. Dorothee Belz, par exemple, vice-présidente chez Microsoft

Europe jusqu'en 2015, fait partie du comité exécutif du conseil économique du parti conservateur.

Des épisodes identiques « d'allers-retours » se constatent partout en Europe. En Italie, un ancien directeur chez Microsoft pilote aujourd'hui la « transformation numérique » des affaires de la ville de Milan. Au Portugal, c'est un cadre de Microsoft qui a organisé la campagne pour l'élection du président conservateur. Plus de six cadres et directeurs ont des liens étroits avec des ministres et des politiciens. Dans le même temps, des techniciens de Microsoft travaillent directement dans les services informatiques des administrations. Au moins cinq d'entre eux possèdent une adresse électronique qui les identifie comme s'ils faisaient partie du personnel administratif, ce qui leur permet de « faire leur travail de lobbying pour Microsoft à l'intérieur de l'administration », affirme un fonctionnaire à Investigate Europe. En Allemagne aussi, l'accès aux ordinateurs du gouvernement est largement ouvert. Il existe plusieurs milliers d'experts dans les centres informatiques du gouvernement, y compris des personnels de Microsoft et ses partenaires, indique l'ex-responsable informatique du gouvernement fédéral, Martin Schallbruch.

Microsoft peut également instrumentaliser sans restriction les écoles et les universités à des fins marketing. Les écoliers et les enseignants reçoivent en général les produits Microsoft gratuitement, de sorte que les enfants grandissent sans rien connaître d'autre. La stratégie veut qu'après leurs études ils payeront des frais de licence pendant le reste de leur existence. « Une telle méthode est un classique du modèle « crack », utilisé dans le trafic de drogue », explique Rufus Pollock du Centre pour la propriété Intellectuelle et les lois de l'information (CIPIIL) à l'Université de Cambridge. Les produits sont gratuits jusqu'à ce que les utilisateurs soient rendus accros.

Cela démontre que les gouvernements européens approuvent

tacitement leur propre dépendance envers Microsoft. Ainsi que le formule Anna Strezynska, ministre polonaise du numérique : « Oui, nous sommes dépendants, mais je pense que c'est raisonnable ».

Cela signifie aussi que ces décideurs exposent leurs pays et leurs citoyens à d'innombrables risques de sécurité, tant techniques que politiques.

Ce n'est pas un hasard si les attaques informatiques majeures qui, ces dernières années, ont pris pour cible des institutions de l'État comme le Bundestag allemand ou encore la Commission et le Parlement européens, ont systématiquement exploité des failles de sécurité des logiciels Microsoft. La suite bureautique de Microsoft, notamment, et les fichiers qu'elle permet de créer, sont une des portes d'entrée privilégiée par les hackers, selon le rapport 2011 du Bureau fédéral allemand pour la Sécurité des technologies de l'information (BSI). D'après ce rapport, la moitié des attaques ciblées avait pour origine des documents infectés de type Microsoft, tels les fichiers « .docx », dans lesquels les hackers avaient dissimulé leur logiciel malveillant. « La particulière complexité de ces fichiers facilite la tâche des hackers », affirment les experts du BSI. Ces fichiers contiennent bien plus de code que nécessaire, ne serait-ce que pour empêcher d'autres logiciels de les lire facilement. « Ce constat est toujours d'actualité, confirme Joachim Wagner, porte-parole du BSI. Le format des fichiers Microsoft est bien plus complexe que celui des logiciels *open source*, ce qui augmente d'autant la « surface d'attaque » de la cible pour les hackers ».

Italo Vignoli, un des experts qui travaillent sur le logiciel libre LibreOffice, l'a testé pour Investigate Europe avec un simple texte de 5 500 caractères. Sous la version courante de Microsoft Word, le code du fichier couvre 390 pages. Par comparaison, le format libre OpenDocumentText ne fait que onze pages.

# Les programmes de Microsoft sont confus et vulnérables

La particulière vulnérabilité des logiciels de bureautique de Microsoft se voit au nombre de failles de sécurité. « Aux États-Unis, le National Institute for Standards and Technology (NIST, Institut national des normes et de la technologie) a repéré 188 nouvelles failles dans la suite Microsoft Office au cours des trois années précédant le mois d'avril 2017. Les trois quarts de ces failles font partie de la catégorie des failles les plus graves. Sur la même période, on n'a découvert que onze failles dans LibreOffice. D'après M. Vignoli, cela n'a rien à voir avec le fait que LibreOffice est moins répandu. Simplement, malgré tous leurs efforts, même les meilleurs experts n'ont pu dénicher d'autres failles dans LibreOffice.

Cela n'a rien de surprenant. N'importe quel utilisateur chevronné peut contrôler le code source de LibreOffice. Pour l'un des meilleurs experts européens, Michael Waidner, directeur de l'institut Fraunhofer pour la sécurité des technologies de l'information, c'est la clef de voûte : « Si l'Union européenne ou un État entend vraiment préserver sa souveraineté, il doit être en mesure de vérifier que ses matériels informatiques et ses logiciels font bien ce qu'ils sont censés faire et rien d'autre, explique-t-il. Cela ne revient pas à dire que l'Europe doit devenir autonome. « Mais nous devons faire en sorte que nos experts aient accès à toute l'information requise pour tester les logiciels là où la sécurité est en jeu. Il est essentiel d'avoir accès au code source », exige l'expert. Sans cela, affirme-t-il, il ne peut y avoir de « souveraineté numérique ».

Or, c'est précisément ce que Microsoft refuse de fournir. L'entreprise a créé un « centre de la transparence », à Bruxelles, où les représentants gouvernementaux sont invités à inspecter le code source. Mais le BSI allemand juge la

proposition insuffisante. « Microsoft doit satisfaire à un éventail complet de prérequis techniques pour créer un climat de confiance », a expliqué le BSI au magazine spécialisé *C't*. Or Microsoft n'autorise même pas les experts à conserver leurs notes écrites et exige la signature d'un accord de non-divulgation, a confirmé un expert de la BSI à Investigate Europe.

Même si une inspection du code était possible, les conclusions en seraient probablement obsolètes dès la mise à jour suivante. En outre, le risque que représentent les produits Microsoft n'est pas seulement technique, il est aussi politique.

## **Déclasser l'Europe au rang de colonie numérique**

L'entreprise est soumise aux lois des États-Unis. Cela signifie qu'à tout moment l'administration de ce pays peut la forcer à collaborer afin d'accéder aux données des citoyens et des pouvoirs publics d'autres pays. Pour satisfaire cet objectif, il existe ce qu'on appelle « la lettre du renseignement » dans la loi américaine, autorisant des tribunaux secrets à délivrer de telles instructions, avec obligation de se taire sous peine de poursuites légales. Les révélations de l'ancien agent Edward Snowden ont montré que les services de renseignement américain font un usage démesuré de leurs pouvoirs. Les documents qu'il a publiés révèlent que Microsoft coopère étroitement avec les services secrets de la NSA.

Un document de la NSA du 8 mars 2013 explique avec force détails que Microsoft a ouvert aux autorités américaines l'accès à ses services dans le nuage (*cloud*), autrement dit aux dispositifs de stockage de données auxquels recourent un nombre grandissant d'organisations privées, mais aussi publiques, qui confient ainsi à un prestataire externe leurs données informatiques par souci d'économiser sur les coûts de

leur informatique interne. Les documents de Snowden ont aussi révélé que la NSA utilise une cyber-arme, Regin, en collaboration avec ses partenaires britanniques pour espionner la Commission et le Parlement européens via une faille de sécurité du programme Windows.

Wikileaks a publié des documents secrets qui prouvent que ce n'était pas un cas isolé. Ils montrent que la CIA a même développé un véritable arsenal de logiciels malveillants (*malwares*) ciblant exclusivement les logiciels de Windows. La NSA n'est pas en reste, un de ses outils exploitant, ainsi que l'a révélé récemment le groupe de hackers Shadow Brokers, quatre failles de sécurité du système d'exploitation Windows inconnues jusqu'alors ([vulnérabilités Jour Zéro](#)).

De fait, l'utilisation de produits Microsoft par les institutions de l'État « n'est plus compatible avec un État de droit », affirme le juriste et député Vert du Parlement européen Jan Philipp Albrecht. Beaucoup le considèrent comme le père de la loi européenne sur la protection des données. Albrecht précise qu'il y a pléthore de données individuelles stockées dans des ordinateurs appartenant à l'État, tels les montants acquittés pour les impôts, l'état de santé, les fichiers de police et les données sociales. « Cependant, les institutions ne peuvent garantir la confidentialité de ces données tant qu'elles travaillent avec des logiciels dont elles n'ont pas le contrôle », prévient Albrecht. Il va falloir changer cela, sous peine de « transformer l'Europe en une colonie numérique ».

M. Albrecht n'est pas le seul à exprimer ce genre d'opinion. En 2014, après les révélations d'E. Snowden, une grande majorité du Parlement européen appelait les États membres de l'UE à s'unir pour « développer des compétences-clés autonomes dans le domaine des technologies de l'information », qui devraient « être basées sur des standards ouverts et des logiciels *open source* », de manière à pouvoir « être testées ».



Un an plus tard, le Parlement nouvellement élu appelait à nouveau à l'adoption d'« une stratégie européenne pour l'indépendance du secteur des technologies de l'information ». Il indiquait aussi comment cela pouvait être acté : il est important d'établir « un code source publiquement accessible comme critère de sélection obligatoire dans toutes les procédures d'attribution des technologies de l'information du secteur public », ainsi que le préconisait l'expert en sécurité Michael Waidner.

*Si l'open source devenait la norme obligatoire pour le développement logiciel, « les acteurs européens deviendraient immédiatement compétitifs ».*

Si cela se faisait, M. Albrecht pense qu'il y aurait un effet sur les technologies de l'information « semblable à celui du projet Airbus ». De la même manière que l'Europe s'est autrefois affranchie de Boeing, elle pourrait s'affranchir aujourd'hui de sa dépendance à Microsoft, et cela pour un coût bien moindre, pense-t-il ; si l'open source devenait la norme obligatoire pour le développement logiciel, « les acteurs européens deviendraient immédiatement compétitifs, affirme Albrecht. Après tout, ajoute-t-il, les solutions alternatives sont développées depuis longtemps ».

Pourtant, aujourd'hui encore, les gouvernements européens s'avèrent incapables de chiffrer le montant du tribut versé au « seigneur » des licences de Redmond, aux États-Unis. De la Norvège au Portugal, la réponse des administrations compétentes aux demandes d'information d'Investigate Europe a invariablement été qu'il n'existe pas de statistiques en la matière. En Allemagne, le bureau des achats du ministère fédéral de l'Intérieur a précisé ne pouvoir fournir qu'une « estimation » des dépenses en licences Microsoft des autorités fédérales. Dix semaines après la demande, le bureau

n'était toujours pas en mesure de fournir ces données.

Pierre Audoin Consultants, société spécialisée dans l'analyse des marchés IT, estime que, globalement, en Europe, Microsoft a tiré près de 2 milliards d'euros de revenus de ses opérations avec le secteur public pour l'exercice fiscal 2015-16. Cela voudrait dire que ce sont au moins 20 milliards d'euros de recettes fiscales européennes qui partent vers l'entreprise étasunienne tous les dix ans, assurément assez pour que l'Europe développe sa propre industrie du logiciel.

Jusqu'à présent, les dirigeants européens ne veulent rien entendre d'un « projet Airbus » pour le secteur des technologies de l'information. Andrus Ansip, commissaire européen au marché unique du numérique ne veut même pas en parler. Son directeur de cabinet, Roberto Viola, botte en touche en déclarant que ce n'est pas là leur principal souci

Les entreprises américaines de l'Internet, de leur côté, n'ont pas besoin d'un dessin. Que se soit Facebook, Google ou Amazon, leurs infrastructures informatiques fonctionnent exclusivement avec des logiciels libres à en croire leurs porte-paroles. C'est le seul moyen qu'elles ont de se protéger. C'est bien aussi l'intention des dirigeants chinois, qui ont commencé à se libérer du monopole de Microsoft après le scandale de la NSA.

Sous l'égide de l'Académie nationale d'ingénierie chinoise, un système d'exploitation ouvert, Neokylin, a été développé, accompagné de sa suite bureautique. L'opération de « déwindowsisation », comme l'appelle le professeur Ni Guangang, chef du projet, concernera au premier chef les secteurs les plus sensibles en termes de sécurité. C'est pourquoi l'usage de programmes libres/ouverts est en train de devenir obligatoire pour les militaires, l'administration d'État et le secteur financier. L'opération devrait se terminer en 2020.

La Chine prend le chemin de l'indépendance. Que fait l'Europe pendant ce temps-là ?



photo par [Leonid Mamachenkov](#) (CC BY 2.0)

*Cet article est une traduction de la version anglaise d'un [billet d'Investigate Europe](#) publiée le 13 mai 2017. Pour savoir dans quelles publications de presse, pays et langues le billet est disponible, veuillez consulter [la page suivante](#).*

---

# Les bénéfices d'un combat, témoignage

*Il n'est pas toujours facile de militer activement, ça demande du temps, de l'énergie et le courage de surmonter les difficultés.*

*Mais c'est aussi l'occasion de se confronter à la réalité du monde, de se découvrir aussi, et de tirer une fierté légitime de victoires auxquelles on a contribué. C'est dans cet esprit que nous publions aujourd'hui le témoignage de Bram.*

*Membre de Framasoft, il fut militant à la [Quadrature du net](#) et à la [Nurpa](#), il se concentre aujourd'hui sur des actions plus locales comme [la Brique Internet](#) ou encore [Neutrinet](#), une association bruxelloise fournisseur d'accès à Internet et membre de la fédération [FDN](#).*

*Il nous propose ici un retour d'expérience en définitive plutôt positif et nous explique fort bien quels bénéfices il a tirés de cet épisode militant.*

*Alors bien sûr, face aux lobbies, les formes et stratégies du combat ont évolué depuis la victoire contre ACTA qu'il évoque dans ce témoignage, donc la lutte aux côtés de la Quadrature s'est donné de nouveaux outils et des campagnes moins difficiles à vivre.*

*Mais l'essentiel demeure : l'action collaborative résolue est déterminante et il est possible de faire une différence.*

**Le jour où j'ai compris que je pouvais faire une différence en**

# politique

par [Bram](#)

C'est une histoire que je raconte parfois, au coin d'une table, mais que je n'ai jamais eu le courage de mettre par écrit, je profite d'un instant de motivation parce que je pense qu'en ce moment difficile pour nos actions politiques il est important de partager nos histoires et les récits de réussites. Nous manquons d'ailleurs cruellement d'histoires de nos luttes dans nos communautés.



Cela remonte à l'année 2010, le gouvernement français venait de faire passer la loi Hadopi malgré tous ses déboires et j'avais regardé l'ensemble des débats à l'Assemblée nationale, j'étais particulièrement remonté avec l'envie de faire quelque chose et je venais à la fois de rejoindre [la Quadrature du Net](#) depuis 6 mois et de co-fonder [la Nurpa](#) dans la même période.

À ce moment-là, 4 eurodéputé·e·s venaient de lancer la déclaration écrite numéro 12 qui disait grosso merdo « si la Commission européenne ne rend pas public le texte d'[ACTA](#), le Parlement européen votera contre ». Une déclaration écrite est un texte, qui, s'il est signé par la moitié des eurodéputé·e·s en moins de 6 mois, devient une prise de position officielle du Parlement européen (sans pour autant être contraignante).

Le problème c'est que signer ce texte ne peut se faire que de 2 manières : soit dans une salle obscure que personne ne connaît au fin fond du Parlement européen, soit avant d'entrer en séance plénière, au moment où les Eurodéputé·e·s ont franchement beaucoup d'autres choses en tête que d'aller signer un papier – et bien entendu les plénières ne durent que quelques jours une seule fois par mois.

*Mais le sujet était important, nous venions de découvrir ACTA, c'était une horreur et il fallait absolument se battre contre ce désastre annoncé*

Pour précision, une déclaration écrite est également quelque chose de fort facile à proposer et par son côté non contraignant elle ne représente pas beaucoup d'enjeux. On a donc le droit à toute une série de déclarations écrites farfelues et sans grand intérêt généralement proposées par des Eurodéputé·e·s cherchant un moyen de montrer à leur électorat qu'elles ont foutu quelque chose sur un sujet quelconque. À l'époque nous avons trouvé, entre autres, une déclaration écrite proposant une journée internationale de la glace à Italienne artisanale et une autre demandant la déclassification de documents sur les OVNIIs. Mais le sujet était important, nous venions de découvrir ACTA, c'était une horreur et il fallait absolument se battre contre ce désastre annoncé, la Quadrature du Net décida donc de soutenir cette déclaration écrite.

Février 2010, branle-bas de combat, un certain moustachu m'informe via IRC (eh oui) de la situation et me dit en gros : « ça serait bien si tu pouvais trouver quelques personnes et qu'on se rejoigne au Parlement, on a un truc important à faire signer aux Eurodéputé·e·s contre ACTA ». Pas tout à fait sûr de vraiment comprendre de quoi il s'agissait, mais ayant pressenti l'importance de l'événement, je me ramenai avec 4-5 personnes – à l'agréable surprise dudit moustachu. Ce fut alors le début de la bataille.



**protect**

Parliamentary **Powers**

Fundamental **Rights**

Online **Innovation**

**LAST DAYS!**

Une bataille épuisante qui dura plus de 6 mois à raison de une à deux visites au Parlement par mois. Notre action était simple : aller frapper à la porte des bureaux de tous les députés pour les convaincre de signer la déclaration écrite en leur expliquant à quel point c'était important et espérer qu'ils aillent signer, coller des affiches et distribuer mollement des tracts avant la plénière. Bien souvent nous n'avions affaire qu'aux assistants, les députés étant occupés à d'autres choses, quand ce n'était pas un bureau vide.

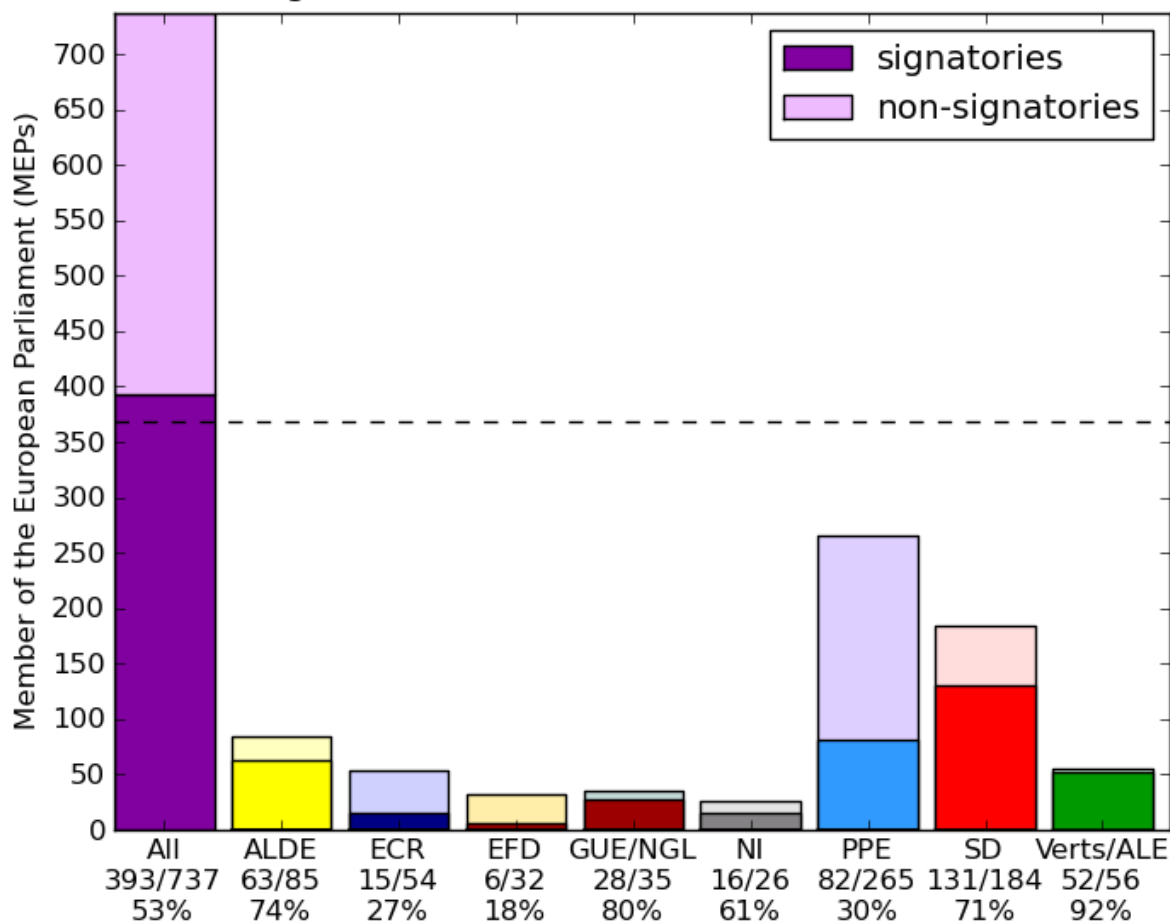
Ce fut l'occasion pour notre petit groupe (à l'exception du moustachu) de découvrir les rouages de l'*advocatie* de terrain, les lobbyistes ayant leur propre catégorie de badge au Parlement européen (que nous refusions, nous étions des citoyens, pas des lobbyistes) et les désillusions face aux arguments les plus efficaces... (« ton chef a signé et a dit de signer alors signe » « tous tes potes ont signé sauf toi » « ton adversaire a signé, si tu le fais pas tu vas passer pour un loser » « roh mais dites les Verts, l'ALDE a plus signé que vous ! » mais dit dans leur langue, bref, la cour de récré).

*un travail pénible, ingrat et peu visible...*

Je n'irai au Parlement que deux ou trois fois, cette activité étant bien trop stressante pour moi (merci les anxiétés sociales), je me suis retrouvé bien vite à m'occuper de quelque chose de fort important mais plus discret : maintenir la liste des signataires (en plus de trouver des bénévoles et de faire de la coordination). Une tâche bien moins simple que prévu à cause de l'incompétence technique du Parlement européen : il a plus de 700 Eurodéputé·e·s, certain·e·s partaient, certain·e·s venaient, les documents de ceux qui avaient signé changeaient tout le temps de forme et les députés parfois de nom (en fait c'était l'époque où le Parlement avait mal inscrit certains noms peu communs en Belgique notamment au niveau des accents) et le terme « *opendata* » commençait juste à apparaître. Bref, un travail pénible, ingrat et peu visible, mais au moins on a pu faire des jolis graphiques (mmmh... en matplotlib) qui plaisaient beaucoup aux journalistes et qui étaient utilisés comme argumentaires auprès de certain·e·s Eurodéputé·e·s.



FINAL signatories of written declaration 12/2010 on ACTA



La route fut difficile, nous n'obtenions que peu de signatures au début, car nous préférions viser la droite en premier lieu dans l'espoir que ça ne finisse pas comme « un texte de gauche » que la droite refuserait de signer. Les progrès étaient lents et démotivants et le public était d'une totale indifférence pour cette procédure peu connue, sur un sujet pas encore très en vogue (pas grand-monde avait entendu parler d'ACTA ou saisi son importance). Ainsi, nos appels répétés à contacter les Eurodéputé·e·s restèrent sans grand résultat, pire encore à la plénière d'avril nous n'obtiendrons que 27 signatures. Combinées aux 62 et 57 signatures précédentes, cela nous amenait à 146 signatures : très très loin des 369 dont nous avons besoin alors qu'il ne nous restait que 4 plénières. Le moral était au plus bas et les drames présents.

*des listes sur papier des Eurodéputé·e·s*

Ce fut également une période intéressante au niveau de l'invention d'outils d'activisme : à partir des données des signataires (que j'avais extraites de memopol, qui à l'époque était une collection de 28 scripts Perl écrivant des pages mediawiki et pas le projet qui existe aujourd'hui) nous nous mîmes à concevoir des listes sur papier des Eurodéputé·e·s que nous prenions avec nous au Parlement européen avec des cases à remplir pour ensuite nous les échanger. Dans le désespoir de l'action « j'inventais » les pads avec la liste de toutes les informations des député·e·s à appeler et des champs à remplir en dessous avec les réponses obtenues (à l'époque le piphone n'existait même pas au stade d'idée, mais en est en partie inspiré) et j'invitais absolument tout le monde à aller dessus, ce fut très ironiquement aussi le moment où nous réalisions que les pads étaient limités par défaut à 14 connexions simultanées. Ce fut aussi l'époque où j'ouvris le compte twitter [@UnGarage](#) avec le moustachu.

### *L'instant magique plein de synergie*

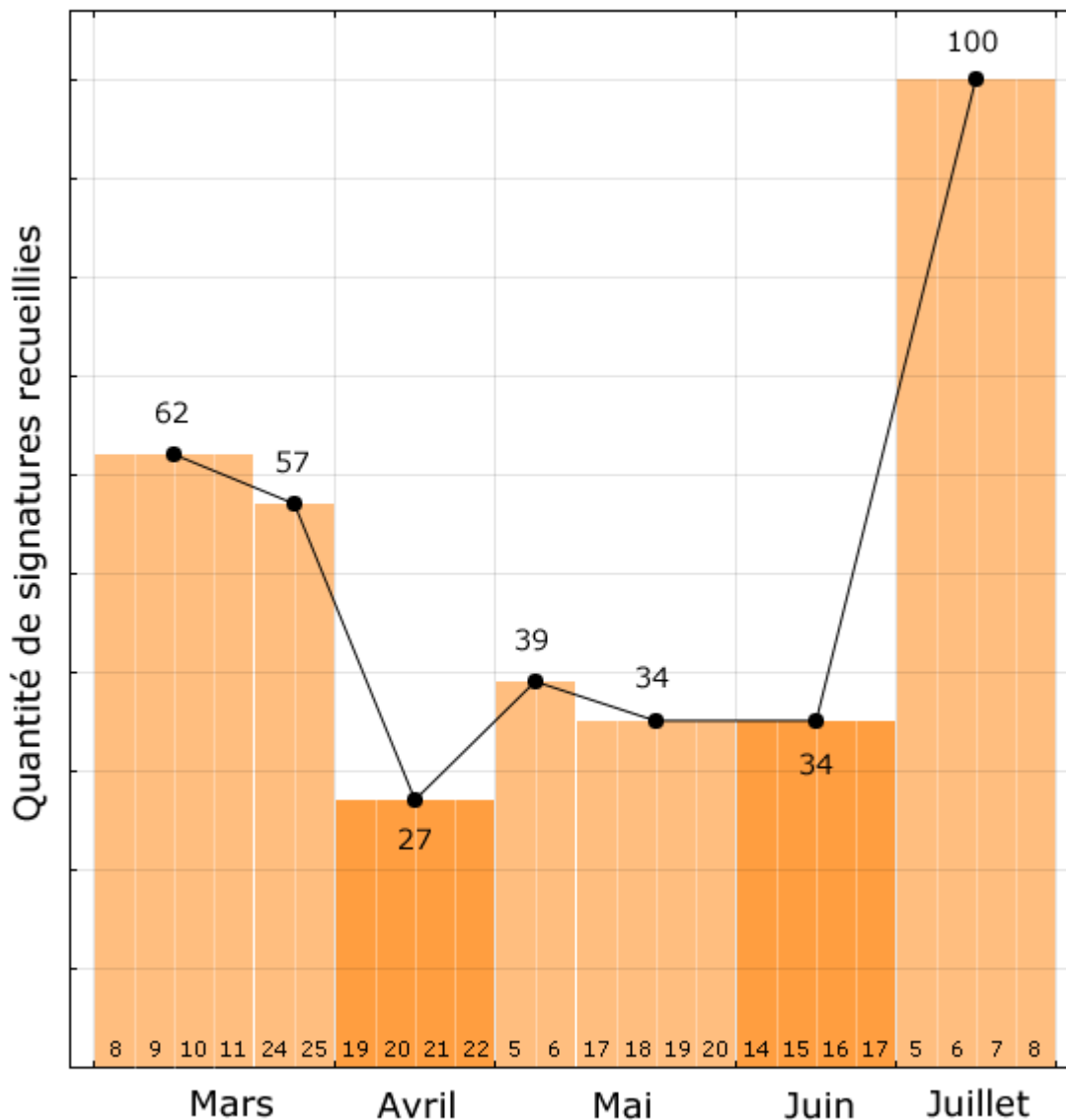
Les plénières suivantes ne furent gère meilleures : 39, 34 et 34 signatures soit 253 signatures au total, il nous en manquait 116 pour la dernière plénière, cela nous semblait totalement impossible. Coïncidence heureuse : cette dernière plénière de juillet eut lieu pile pendant les RMLLs 2010 de Bordeaux. La pression était à son comble, nous étions épuisé·e·s et déjà fort occupé·e·s, l'idée était de lancer une séance d'appels au Parlement avec des téléphones SIP mais rien ne marchait. Après 2-3 jours d'engueulades et de tensions intenses (je me rappelle avoir vu Benjamin consoler une permanente en larmes), nous finîmes par occuper un local et mettre en commun tous les téléphones des gens voulant bien nous les prêter (avec la promesse de remboursement des factures) et à faire un atelier d'appels au Eurodéputé·e·s.

Ce fut alors l'instant magique de synergie où plein de participant·e·s des RMLLs se sont mis·es à appeler les

Eurodéputé·e·s à la chaîne. Je me rappelle d'un présentateur radio qui avait particulièrement marqué la salle : après avoir appelé impeccablement bien tou·te·s les Français·es et les Belges, nous découvrîmes qu'il était bilingue lorsqu'il se mit à faire pareil avec tou·te·s Bulgares dans leur langue ! De son côté, le moustachu qui était lui au Parlement européen n'était pas en reste et les 4 Eurodéputé·e·s à l'origine de la déclaration non plus. Le résultat fut au rendez-vous : nous obtînmes 100 signatures, ce n'était pas les 116 qu'il nous fallait, mais c'était assez pour pouvoir demander une rallonge à la plénière suivante, qui fut obtenue, et nous savions que les 16 signatures manquantes étaient une formalité (et nous les obtînmes par la suite).

### **Nous avons gagné.**

Les conséquences de cet événement furent également intéressantes : cette victoire nous avait coûté cher matériellement (tout le budget « actions européennes » de la Quadrature y était passé et nous étions à la moitié de l'année) et humainement pour un résultat moyennement intéressant : une déclaration écrite, soit une prise de position officielle mais non contraignante du Parlement européen. Les effets de bord l'ont été bien plus cependant : les personnes que j'avais embarquées dans l'histoire se sont forcément beaucoup politisées (Bouska par exemple se présentera quelques années plus tard en tant que député pour les Français à l'étranger du Benelux et a foutu le bordel sur la question des votes sur Internet), ce fut également une des premières actions politiques de la toute jeune Nurpa qui a beaucoup grandi et on retrouve également l'influence de cette période dans une partie de la boîte à outils de la Quadrature (memopol, piphone) comme dans une partie des méthodes d'action qui furent et sont encore parfois utilisées.



### *Un travail de groupe avant tout*

J'étais personnellement épuisé et ce fut l'un des plus grand soulagements de ma vie mais aussi un accomplissement : je n'avais absolument pas tout fait tout seul, c'était un travail de groupe avant tout mais j'y avais eu un des rôles centraux et je ne sais pas si ça se serait fait sans moi tant la victoire avait été difficile à obtenir. J'avais 22 ans et j'avais eu un rôle central dans un groupe qui avait obtenu une prise de position publique du Parlement européen.

C'était donc possible.

Alors voilà c'est important  
pour le partage de la culture  
Il faudrait signer pour  
qu'on puisse savoir ce  
qu'il y a dans ACTA...

Il a signé Pompidou ?  
Parce que s'il a pas signé  
je signe pas, hein...



Bon je crois que je vais  
faire un break, moi...



Le militantisme est un sport de combat

Ce texte est sous licence [Creative Commons Attribution-ShareAlike 3.0 Unported License](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/).